

Covid-19 : les plans de soutien ont permis d'éviter une cascade de faillites

Une étude publiée jeudi estime que les mesures de soutien public en Europe permettront également d'éviter la zone rouge aux PME à moyen terme.

Temps de lecture : minute

2 septembre 2021

Les contours d'une sortie de crise se dessinent et Bercy resserre progressivement les aides accordées aux entreprises pour passer les difficultés liées à la pandémie de Covid-19. Ces plans de soutien ont contribué à un grand nombre de PME d'éviter la zone rouge, révèle une étude publiée jeudi par Euler Hermes, qui a focalisé son attention sur la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni.

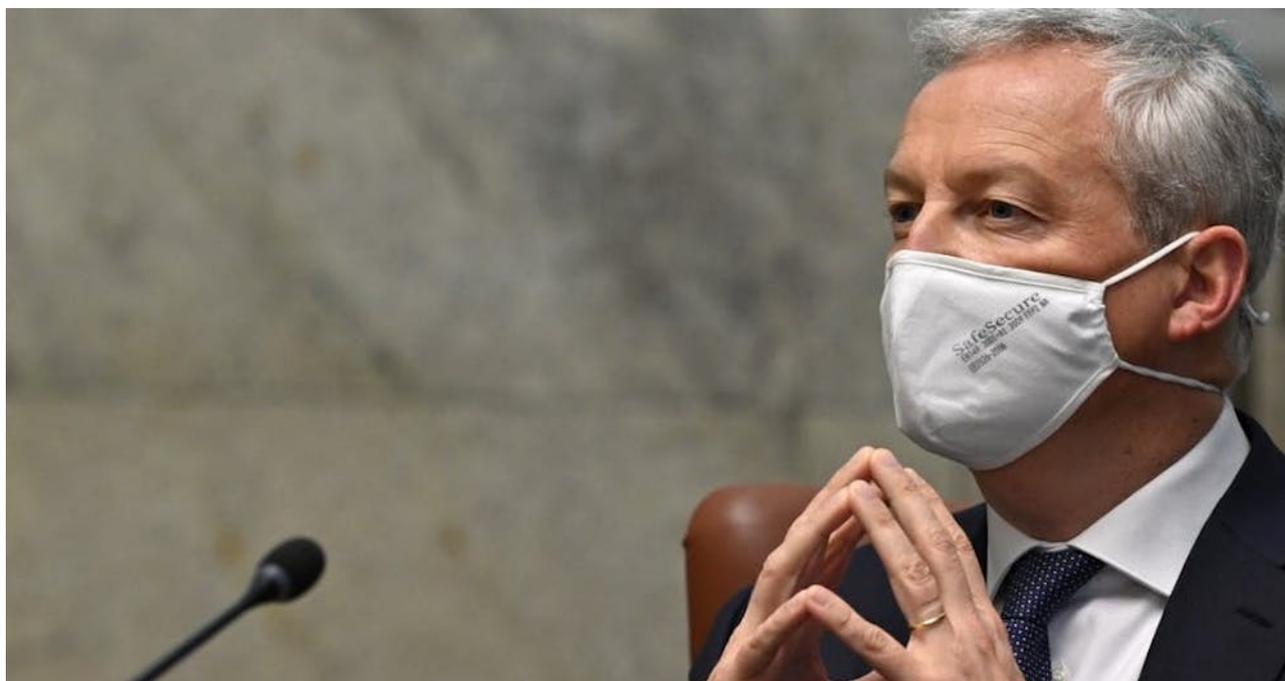
Sur 525 000 petites et moyennes entreprises réparties dans ces trois pays, 7% d'entre elles risquent de déposer le bilan d'ici 4 ans en Allemagne, 13% en France et 15% au Royaume-Uni. Sans mesures de soutien public décidées au plus fort de la pandémie de Covid-19, les risques de défaut auraient atteint pour la France 17% et pour le Royaume-Uni 26%, détaille l'étude de l'assureur-crédit, qui établit ses scénarios de risques en fonction de la rentabilité des capitaux, du taux de fonds propres, et du taux de couverture des intérêts d'emprunt.

80 milliards d'euros de subventions

Outre le fait d'avoir limité la casse, les plans de soutien ont également eu pour effet de faire reculer les risques de faillites par rapport à la période

pré-pandémique, assure par ailleurs Euler Hermes. En 2019, ces risques étaient de 9% pour les PME allemandes, de 14% pour les françaises et de 17% au Royaume-Uni. "*Le soutien des Etats n'a pas seulement amorti le choc du Covid-19 mais il l'a surcompensé avec des subventions directes et des reports d'impôts*", détaille l'étude, bien que cette statistique ne montre qu'un point de pourcentage de différence en moins concernant l'Hexagone par exemple.

Dans sa palette de mesures, la France a notamment mis en place un fonds de solidarité pour les entreprises, pris en charge une large part du chômage partiel et consenti à des exonérations ou réductions de cotisations sociales pour les PME et les indépendants. Le montant total de la facture a été de 80 milliards d'euros de subventions, auxquels se sont ajoutés environ 160 milliards d'euros de prêts, a indiqué lundi le ministre de l'Economie Bruno Le Maire.



À lire aussi

Prêts garantis par l'État : et si le remède était pire que le mal ?

Parmi les secteurs les plus fragilisés par la pandémie de Covid-19 dans

ces trois pays, l'étude cite les équipementiers automobiles, les équipements de transport, ainsi que les secteurs de l'énergie et des services. Pour les entreprises durement touchées par la crise, d'autres formes de soutien ont également été mises en place, comme en France avec la mise en place d'un numéro vert pour aider les entrepreneurs qui le souhaitent, le 0 800 94 25 64, ou la proposition de parcours de la part d'associations comme Second Souffle pour mieux rebondir suite à un échec.

Article écrit par Maddyne, avec AFP